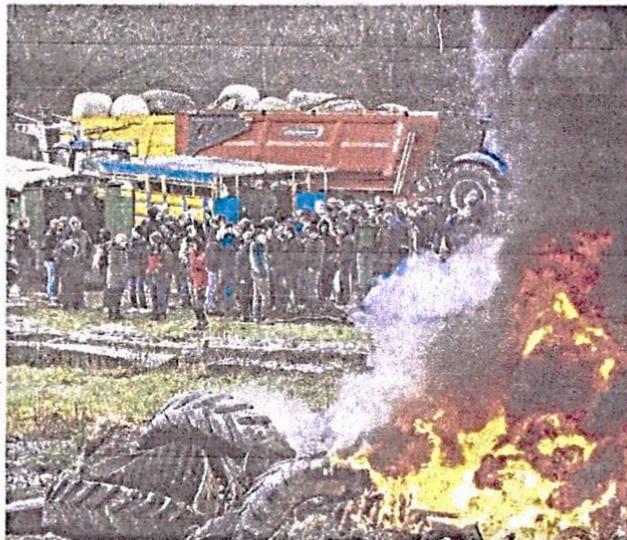


Désabusés, les agriculteurs vont reprendre les actions

Ce mardi, les agriculteurs des Côtes-d'Armor sont invités à se retrouver de nouveau sur le rond-point de Kernilien, à Guingamp (22). « On ne sait plus ce qu'il faut faire pour être entendu », explique Mathieu Lozac'h, vice-président de la FDSEA 22.



Du mercredi 24 janvier au samedi 28 janvier, des agriculteurs ont bloqué le rond-point de Kernilien, près de Guingamp. Ils s'y retrouveront de nouveau ce mardi.
Photo d'archives Lionel Le Saux

Jennifer Pinel

● Vice président de la FDSEA des Côtes-d'Armor, Mathieu Lozac'h, éleveur de vaches allaitantes à Plourac'h, est désabusé : « Il n'y a aucune avancée. On peut toujours nous dire qu'en haut ça travaille, on ne voit rien, aucun résultat. On avait dit qu'il fallait que ça bouge avant le Salon de l'agriculture, qui se tient ce week-end, mais la FDSEA n'a pas reçu la feuille de travail de l'État. Autour de moi, les gens disent : " L'État nous a pris pour des cons ". On va se remobiliser. Demain, à 12 h 30 (mardi, NDLR), on se retrouvera sur le rond-point de Kernilien, à Guingamp. »

« On ne sait plus quoi faire »
« On ne sait plus ce qu'il faut faire pour être entendu. On a fait des actions qui, il faut le dire comme c'est, étaient sales, à Guingamp (avec le déversement de nombreuses remorques de détritiques et de fumier). Pour la population ce n'est pas terrible, en visuel, mais on n'a pas trop cassé. À Callac, on fait un talus, c'était symbolique. Le problème, c'est qu'on a l'impression que rien ne marche. Demain, sur le rond-point de Kernilien, on va écouter les gens, syndiqués ou pas, il y a de tout, et voir ce qu'ils veulent faire. Moi, je

suis pour écouter le terrain, ce n'est pas à moi de décider », considère le représentant syndical.
Il était à la réunion organisée lundi, à la préfecture de Saint-Brieuc. « On apprend des choses, on nous dit que ça avance, mais il n'y a aucune preuve écrite qui permettrait peut-être de calmer la colère », réagit-il.

« Ici, si on ne fait plus d'élevage, on est mort »

Dans l'ouest des Côtes-d'Armor, la réglementation européenne autour des prairies permanentes à ne plus retourner est pointée du doigt. « L'Europe doit la revoir mais il n'y a rien d'acté ». Le plan Écophyto ? « On nous avait dit que le CSP (Contrôle stratégique phytosanitaire) serait enlevé mais on entend dire, dans certaines corporations, qu'il faudra quand même le passer. On a déjà le Certiphyto pour utiliser des produits. Passer deux tests pour la même chose, c'est une histoire d'argent... », considère Mathieu Lozac'h.

Le projet de révision de la directive IED, sur les émissions industrielles, est aussi dans le viseur. « Ici, on n'a

pas de terres à céréales, si on ne fait plus d'élevage, on est mort. Avec la nouvelle IED, ils veulent descendre les seuils d'animaux dans les exploitations. Au-dessus d'un certain seuil - 150 unités gros bovins, ce qui concerne les trois quarts des fermes - il faudra remplir et payer encore plus de dossiers, répondre à plus de contrôles », déplore l'agriculteur.

Macron et Attal sur le pont avant le Salon de l'agriculture

Il prévient : « Il y a une grande tension dans le monde agricole. J'ai vu des gens manifester que je n'avais jamais vu avant. On sent bien la rage des gens, l'énerverment, quand on parle avec eux. La semaine sera décisive. »

Dès lundi, des agriculteurs ont manifesté à Marseille, dans la marne et à Dunkerque. Afin de tenter de désamorcer ce nouveau mouvement, Emmanuel Macron recevra, ce mardi, à l'Élysée, les syndicats agricoles majoritaires FNSEA et Jeunes agriculteurs, et son Premier ministre Gabriel Attal tiendra, le lendemain, une conférence de presse consacrée à la crise agricole.